



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL
DES
ACTES ADMINISTRATIFS**

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DES
TRANSPORTS**

N° Spécial

03 janvier 2023

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial DRIEAT du 03 janvier 2023

SOMMAIRE

Arrêtés	Date	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DES TRANSPORTS	Page
DRIEAT N°2022-1167	03.01.2023	Arrêté portant modification des conditions de circulation, sur l'avenue Marcel Paul, (RD911) à Gennevilliers, dans la partie comprise entre le n°137 de l'avenue Marcel Paul (RD911) et le Boulevard Dequevauvilliers (RD9), pour la réalisation de travaux de réaménagement du carrefour de l'avenue Marcel Paul et le boulevard Dequevauvilliers à Gennevilliers.	3
DRIEAT N°2023- 0001	03.01.2023	Arrêté portant modification des conditions de circulation, sur les RD913 et RD131, place de la Boule et l'avenue Joliot Curie à Nanterre, pour des travaux de recherche de génie-civil dans le réseau d'assainissement de transport du SIAAP(Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne).	6
DRIEAT N°2023- 0002	03.01.2023	Arrêté portant modification des conditions de circulation, sur l'autoroute A86, sur la commune de Gennevilliers, pour la réalisation des travaux de la passerelle piétonne «Les Louvresses».	9
DRIEAT N°2023_	29.12.2022	Le cahier des charges de cession de terrain (CCCT) du lot 2A du secteur Hanriot situé dans la ZAC des Groues à Nanterre a été approuvé par le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEAT, le 29 décembre 2022. Mention de cette approbation sera affichée pendant un mois au siège de l'établissement public local Paris la Défense. Le CCCT sera consultable pendant un mois dans ces même lieux..	12

DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMENAGEMENT ET DES TRANSPORTS D'ÎLE-DE-FRANCE

Arrêté DRIEAT-IDF-2022-1167

Portant modification des conditions de circulation, sur l'avenue Marcel Paul, (RD911) à Gennevilliers, dans la partie comprise entre le n°137 de l'avenue Marcel Paul (RD911) et le Boulevard Dequevauvilliers (RD9), pour la réalisation de travaux de réaménagement du carrefour de l'avenue Marcel Paul et le boulevard Dequevauvilliers à Gennevilliers.

Le Préfet des Hauts-de-Seine
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2215-1, L. 2521-1 et L.2521-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles L.110-3, L.411-5, et R.411-8-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.131-4 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L.115-1 et R*.152-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°PCI 2022-072 du 19 juillet 2022, du préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la décision n° DRIEAT-IDF-2022-1179 du 30 novembre 2022 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ;

Vu la note du 15 décembre 2021, du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée des transports, fixant le calendrier des jours « hors chantiers » de l'année 2022 et du mois de janvier 2023 ;

Vu l'avis de la direction territoriale de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine du 29 novembre 2022 ;

Vu l'avis de la mairie de Gennevilliers du 29 novembre 2022 ;

Vu la demande transmise par le conseil départemental des Hauts-de-Seine le 16 décembre 2022, suite à la demande formulée par le conseil départemental des Hauts-de-Seine le 29 novembre 2022 ;

Considérant que les RD911 et RD9 à Gennevilliers sont classées dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Considérant que des travaux de réaménagement du carrefour avenue Marcel Paul et le boulevard Dequevauvilliers à Gennevilliers nécessitent de prendre des mesures de restriction de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

Sur proposition de la directrice régionale et interdépartementale de **l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France** :

ARRÊTE

Article 1

A compter du lundi 09 janvier 2023 et jusqu'au mardi 31 janvier 2023, sur l'avenue Marcel Paul, (RD911), à Gennevilliers, dans la partie comprise entre le n° 137 avenue Marcel Paul et le Boulevard Dequevauvilliers (RD9), les travaux concernant le réaménagement du carrefour impliquent des modifications de circulation et de stationnement.

Article 2

Actuellement :

- **Dans le sens Paris-province**, deux voie de circulation sont existantes,
- **Et dans le sens province-Paris**, trois voies de circulation sont existantes, dont une voie tourne-à-gauche, sur le Boulevard Dequevauvilliers, en direction de Villeneuve-la-Garenne.

- Afin de permettre la réalisation de travaux de réaménagement du carrefour :

- **Dans le sens province-Paris, la voie qui tourne à gauche est neutralisée, ce qui occasionne la fermeture du Boulevard Dequevauvilliers**, et les deux voies restantes sont mises en double sens de circulation Paris-province et province-Paris, et celles-ci sont séparées par une signalisation de type K5.
- **Les deux voies dans le sens Paris-province**, dans la partie comprise entre le n°137 avenue Marcel Paul (RD911) et le Boulevard Dequevauvilliers (RD9), **sont fermées à la circulation** pour emprise travaux.
- **Une déviation est mise en place** : Les automobilistes doivent emprunter l'itinéraire de recours par l'avenue des Louvresses ensuite ils empruntent l'avenue de l'Ormeteau.

Article 3

La vitesse au droit du chantier est réduite à : 30 km/h.

En cas de travaux de nuits ou dans le cas d'un balisage restant en place la nuit, s'assurer que le passage des convois exceptionnels pourra rester possible sur la RGC

Article 4

La signalisation temporaire et les travaux sont réalisés par l'entreprise :

- **WATEKET- TP,**

7, route Principale du Port 92230 Gennevilliers,
Téléphone : 01 40 85 00 37,
Contact : M. Henri Flament,
Mobile : 07 77 70 31 76.
Courriel : henri.flament@watelet-tp.fr

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du Code de la Route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

Le contrôle est assuré par le conseil départemental des Hauts-de-Seine :

• **CD92,**

61, avenue Salvador Allende – Nanterre,
Téléphone : 01 41 91 27 13,
Contact : M. Neveu,
Mobile : 07 64 48 92 21.
Courriel : nneveu@hauts-de-seine.fr

Article 5

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R.417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Hauts-de-Seine, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement **et des transports** d'Île-de-France, 21/23 rue Miollis, 75 732 Paris cedex 15 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise ;

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
Le directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine ;
Le président du conseil départemental des Hauts-de-Seine ;
Le maire de Gennevilliers ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 03 janvier 2023

Chef de l'Unité Circulation Routière
Département Sécurité Éducation et Circulation
Routières Service Sécurité des Transports
et des Véhicules

Signé

Arrêté DRIEAT-IDF-2023-0001

Portant modification des conditions de circulation, sur les RD913 et RD131, place de la Boule et l'avenue Joliot Curie à Nanterre, pour des travaux de recherche de génie-civil dans le réseau d'assainissement de transport du SIAAP(Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne).

Le Préfet des Hauts-de-Seine
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2215-1, L. 2521-1 et L.2521-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles L.110-3, L.411-5, et R.411-8-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.131-4 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L.115-1 et R*.152-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°PCI 2022-072 du 19 juillet 2022, du préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la décision n° DRIEAT-IDF-2022-1179 du 30 novembre 2022 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ;

Vu la note du 15 décembre 2021, du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée des transports, fixant le calendrier des jours « hors chantiers » de l'année 2022 et du mois de janvier 2023 ;

Vu l'avis de la direction territoriale de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine du 06 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la RATP du 06 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la mairie de Nanterre du 28 décembre 2022 ;

Vu la demande transmise par le conseil départemental des Hauts-de-Seine le 02 janvier 2023, suite à la demande formulée par l'entreprise SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne), Direction du système d'assainissement et du réseau du 05 décembre 2022 ;

Considérant que les RD913 et RD131 à Nanterre sont classées dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Considérant que des travaux de recherche de génie-civil dans le réseau d'assainissement de transport du SIAAP nécessitent de prendre des mesures de restriction de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

Sur proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

ARRÊTE

Article 1

A compter de la signature du présente arrêté et jusqu'au vendredi 28 avril 2023, de jour comme de nuit, sur la RD913 et la RD131, place de la Boule et l'avenue Joliot Curie à Nanterre, les travaux concernant la recherche de génie-civil dans le réseau d'assainissement de transport du SIAAP(Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) impliquent des modifications de circulation et de stationnement.

Article 2

• **Place de la Boule entre l'avenue François et Irène Joliot Curie et l'avenue Gambetta, la zone d'arrêt des bus est fermée**, sauf aux véhicules du chantier.

• La largeur du trottoir est réduite à **2 mètres**.

• **La zone d'arrêt des bus est déplacée** : sur la voie de droite sur l'avenue François et Irène Joliot Curie entre le boulevard Hérold et la place de la Boule.

Article 3

La vitesse au droit du chantier est réduite à : 30 km/h.

En cas de travaux de nuits ou dans le cas d'un balisage restant en place la nuit, s'assurer que le passage des convois exceptionnels pourra rester possible sur la RGC

Article 4

La signalisation temporaire le contrôle et les travaux sont réalisés par l'entreprise :

- **HP BTP Jean Christophe Arbitre**,
665, des Vœux Saint Georges - 94290 Villeneuve-le-Roi,
Téléphone : 01 49 61 33 00,
Contact : Monsieur Hassani Abderahman,
Mobile : 06 30 65 95 74.
Courriel : abderahman.hassani@hpbtp.fr

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du Code de la Route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

Article 5

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R.417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Hauts-de-Seine, adressé à la direction régionale et interdépartementale de **l'environnement**, de l'aménagement **et des transports** d'Île-de-France, 21/23 rue Miollis, 75 732 Paris cedex 15 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise ;

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
Le directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine ;
Le président du conseil départemental des Hauts-de-Seine ;
La présidente directrice générale de la RATP ;
Le maire de Nanterre ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 03 janvier 2023

Chef de l'Unité Circulation Routière
Département Sécurité Éducation et Circulation
Routières Service Sécurité des Transports
et des Véhicules

Signé

Guillaume THUAULT

Arrêté DRIEAT-IDF-2023-0002

Portant modification des conditions de circulation, sur l'autoroute A86, sur la commune de Gennevilliers, pour la réalisation des travaux de la passerelle piétonne «Les Louvresses».

Le Préfet des Hauts-de-Seine
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2215-1, L. 2521-1 et L.2521-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles L.110-3, L.411-5, et R.411-8-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.131-4 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L.115-1 et R*.152-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°PCI 2022-072 du 19 juillet 2022, du préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la décision n° DRIEAT-IDF-2022-1179 du 30 novembre 2022 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ;

Vu la note du 15 décembre 2021, du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée des transports, fixant le calendrier des jours « hors chantiers » de l'année 2022 et du mois de janvier 2023 ;

Vu la consultation auprès de la CRS Autoroutière Nord Île-de-France du 14 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la direction territoriale de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine du 16 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la direction des routes d'Île-de-France du 16 décembre 2022 ;

Vu la consultation de la mairie de Gennevilliers du 20 décembre 2022 ;

Considérant que les travaux de réalisation de la passerelle piétonne «Les Louvresses», sur l'autoroute A86, à Gennevilliers, nécessitent des restrictions temporaires de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

Sur proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

ARRÊTE

Article 1

A compter du mercredi 04 janvier 2023, tous les mercredis et les jeudis du mois de janvier 2023, de 21h00 à 05h30 du matin, sur l'autoroute A86, à Gennevilliers, en direction de Nanterre, la réalisation des travaux de la passerelle piétonne «Les Louvresses» implique des modifications de circulation :

les bretelles suivantes sont interdites à la circulation :

- **la sortie 5.1** dite « Les Louvresses », une déviation est mise en place par la sortie 5 (RD19) et la route Principale du Port,
- **l'accès à partir l'avenue du Verdun** (RD986), une déviation est mise en place par l'avenue du Général de Gaulle (RD986) et l'avenue Marcel Paul (RD911).

Article 2

Pendant ces périodes, le long de l'emprise du chantier, l'arrêt et le stationnement sont interdits et considérés comme gênants (article R417-10 du Code de la Route).

La vitesse est réduite à **70 km/h**.

Article 3

La signalisation temporaire et les travaux sont réalisés par le conseil départemental des Hauts-de-Seine :

- **Conseil Départemental des Hauts-de-Seine et les sociétés mandatées par ses soins**,
234, rue du Faubourg Saint Antoine - 92731 Nanterre,
Téléphone : 01 76 68 80 70,
Contact1 : M. Michèl Lamey,
Courriel1 : mlamey@haut-de-seine.fr
Contact2 : M. Ardwel Courta,
Courriel2 : ardwel.courta@wsp.com

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du Code de la Route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

Article 4

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Hauts-de-Seine, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement **et des transports** d'Île-de-France, 21/23 rue Miollis, 75 732 Paris cedex 15 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise ;

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
Le directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine ;
Le commandant de la CRS autoroutière Nord d'Île-de-France ;
Le directeur des routes d'Île-de-France ;
Le maire de Gennevilliers ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

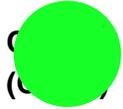
Fait à Paris, le 03 janvier 2023

Pour le préfet des Hauts-de-Seine et par subdélégation,

Chef de l'Unité Circulation Routière
Département Sécurité Éducation et Circulation
Routières Service Sécurité des Transports
et des Véhicules

Signé

Guillaume THUAULT



DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN

ZAC DES GROUES

Secteur Hanriot

Etabli dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté dénommée : ZAC DES GROUES en vue de la réalisation du Lot 2A du Secteur Hanriot.

VERSION DU 16 DECEMBRE 2022

Sommaire

1. TITRE PRELIMINAIRE : DISPOSITIONS GENERALES15

A - Désignation des intervenants et définitions terminologiques15

B - Organisation du CCCT15

C - Cadre juridique et objet du CCCT15

C.1. Délimitation géographique du CCCT15

C.2. Fondements juridiques15

D - Durée du CCCT17

E - Expiration ou transfert de la ZAC17

F - Division des terrains de la ZAC18

2. TITRE I : PRESCRIPTIONS IMPOSEES EN VUE DU RESPECT DE L'UTILITE PUBLIQUE18

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CESSION ET PROGRAMME DE CONSTRUCTION18

ARTICLE 2 – DELAIS D'EXECUTION DES OUVRAGES À RÉALISER18

ARTICLE 3 – PROLONGATION ÉVENTUELLE DES DÉLAIS18

ARTICLE 4 – RÉOLUTION EN CAS D'INOBSERVATION DES DÉLAIS19

ARTICLE 5 – VENTE, LOCATION, PARTAGE DE L'UNITE FONCIERE19

5.1 Principe19

5.2 Vente20

5.3 Location20

5.4 Halle d'activités artisanales20

5.5 Stationnement23

ARTICLE 6 – Obligation de maintenir l'affectation prévue après la réalisation des travaux24

3. TITRE II : DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES AU CCCT24

A. Obligations de l'Aménageur24

ARTICLE 7 – Rôle de l'aménageur24

ARTICLE 8 – Mesures de police, réglementation de la circulation, entretien des voies, places, espaces verts et espaces libres publics24

8.1 Utilisation24

8.2 Entretien25

ARTICLE 9 - Délimitation de l'Unité Foncière25

ARTICLE 10 - Desserte de l'Unité Foncière25

ARTICLE 11 - Modalités d'exécution de la desserte de l'Unité Foncière26

11.1 Cahier de phasage prévisionnel26

11.2 Desserte en voirie26

ARTICLE 12 - Sanctions de l'inexécution contractuelle des obligations de l'aménageur26

B - Obligations du bénéficiaire27

ARTICLE 13 - Respect des documents applicables27

ARTICLE 14 - Servitudes27

ARTICLE 15 - Prescriptions urbaines et architecturales27

15.1 Respect de l'unité architecturale27

15.2 Reconstruction totale ou partielle des constructions ou ouvrages29

15.3 Prescriptions techniques particulières29

ARTICLE 16 – Travaux à réaliser par le BENEFICIAIRE29

16.1 Définition des travaux incombant au BENEFICIAIRE29

16.2 Conditions d'exécution des travaux incombant au BENEFICIAIRE30

ARTICLE 17 – Organisation des chantiers32

ARTICLE 18 – Coordination avec l'aménageur33

18.1 Dossier VRDErreur ! Signet non défini.

18.2 Modification du dossier VRD et autres documents36

18.3 Documents de récolement36

18.4 Autres documents36

ARTICLE 19 - Sanctions à l'égard du bénéficiaire36

4. TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES37

Article 20 - Référé préventif37

Article 21 – Modification du cahier des charges37

Article 22 – Règlement des différends37

Article 23 – Assurances – DECLARATION DES INCIDENTS38

23.1 Assurances38

23.2 Déclaration des incidents ou accidents en matière d'environnement38

1. TITRE PRELIMINAIRE : DISPOSITIONS GENERALES

A - Désignation des intervenants et définitions terminologiques

Par mesure de simplification et pour la clarté du texte :

On désignera le présent Cahier des Charges de Cession de Terrains et de droits immobiliers indifféremment sous les vocables « **CCCT** » ou « **Cahier des Charges** ».

On désignera sous le vocable « **BENEFICIAIRE** », tout assujéti au présent CCCT, qu'il soit propriétaire, acquéreur, sous-acquéreur, constructeur, cessionnaire, bénéficiaire d'apport, co-partageant, constructeur, concessionnaire d'usage, ayant droit ou ayant cause, etc.

On désignera indifféremment sous le vocable « **PARIS LA DEFENSE** » ou « **AMENAGEUR** », l'établissement public local Paris La Défense chargé de l'aménagement conformément aux dispositions de l'article L. 321-1 du Code de l'Urbanisme, de la **ZAC des Groues** ou toute personne morale de droit public ou privé qui lui serait substituée pour la réalisation de la zone.

On désignera sous le vocable « **ZAC** », la **ZAC des Groues**.

On désignera sous le vocable « **Terrain** », « **lot** », « **ilot** », « **Unité foncière** » ou « **assiette foncière** » indifféremment les **terrains** et, le cas échéant, **les volumes** cédés, bâtis ou non, ou loués ou concédés nus par le présent **Cahier des charges**.

Enfin, on désignera sous le vocable « **Acte de vente** » ou « **cession** », l'Acte conclu entre l'**AMENAGEUR** et l'**ACQUEREUR** transférant la propriété des **Terrains** et objet du présent **CCCT** que ce soit une **vente**, un **apport**, un **partage**, une **donation** etc., ou la **jouissance temporaire** de l'un desdits biens, tel que « **locations** », « **baux** », « **baux à construction** », « **baux emphytéotiques** », « **concessions d'usage** » etc.

B - Organisation du CCCT

Le présent **Cahier des Charges** est divisé en quatre titres :

- Le **Titre Préliminaire** comprend des **dispositions générales relatives au CCCT lui-même**, telles que : la désignation des intervenants, le fondement juridique du **CCCT**, son objet, sa durée, et son organisation.
- Le **Titre I** comprend des **dispositions d'ordre général** déterminant les prescriptions imposées aux constructeurs et aux utilisateurs des terrains pour satisfaire au respect de l'utilité publique ; elles précisent notamment le but de la cession, les conditions générales dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des obligations telles que découlant des clauses types prévues dans les annexes 1 à 5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique issues du Décret n° 2014-1345 du 6 novembre 2015, en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du Code de l'Expropriation.
- Le **Titre II** définit les **droits et obligations respectifs** de l'**AMENAGEUR** et du **BENEFICIAIRE** pendant la seule durée de réalisation de la ZAC. Il fixe, notamment, les prescriptions techniques, architecturales et urbanistiques imposées au constructeur.
- Le **Titre III** fixe des **dispositions diverses**, concernant notamment les modifications du **Cahier des Charges** et le règlement des différends.

C - Cadre juridique et objet du CCCT

C.1. Délimitation géographique du CCCT

Le présent Cahier des Charges porte sur le lot 2A du secteur Hanriot de la ZAC des Groues à Nanterre, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées Section AG, n° 29, 33, 35, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82 et 251 sise avenue François Arago et rue Nouvelle.

C.2. Fondements juridiques

Dispositions relevant de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme

L'**AMENAGEUR** a établi ce **Cahier des Charges** en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme qui dispose :

« Les cessions ou concessions d'usage de terrains à l'intérieur des zones d'aménagement concerté font l'objet d'un cahier des charges qui indique le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Le cahier des charges peut en outre fixer des prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de la réalisation de la zone.

Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale, dans les cas où la création de la zone relève de la compétence du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, ou le représentant de l'Etat dans le département dans les autres cas, peut approuver le cahier des charges. Si le cahier des charges a été approuvé, et après qu'il a fait l'objet de mesures de publicité définies par décret, celles de ses dispositions qui sont mentionnées au premier alinéa sont opposables aux demandes d'autorisation d'urbanisme.

Le cahier des charges devient caduc à la date de la suppression de la zone(...). »

Dispositions relevant des articles L. 411-1 et suivants du Code de l'expropriation

En application des articles L. 411-1 et suivants du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles expropriés en vue d'opérations dans les zones d'aménagement concerté prévues à l'article L. 311-1 du Code de l'urbanisme peuvent être cédés de gré à gré ou concédés temporairement à des personnes de droit privé ou de droit public sous condition que ces personnes utilisent les Terrains cédés aux fins prescrites par le Cahier des Charges incluant les clauses types prévues dans les annexes 1 à 5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans sa rédaction postérieure à l'ordonnance n°2014-1345 du 6 novembre 2015.

Que les Terrains, objet de la présente **cession**, aient ou non été acquis par l'**AMENAGEUR** dans le cadre d'une procédure d'expropriation, le présent Cahier des Charges reprend les dispositions des annexes précitées.

Caractère obligatoire des dispositions du CCCT

- **L'opposabilité des dispositions du CCCT**

Conformément aux dispositions ci-dessus, le présent **CCCT**, approuvé par le Préfet et ayant fait l'objet des mesures de publicité mentionnées aux dispositions de l'article D. 311-11-1 du Code de l'urbanisme, sera inséré ou annexé intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif de l'**Unité foncière**, qu'il s'agisse, soit d'une première cession ou location, soit de cessions ou de locations successives pendant toute la durée de réalisation de la **ZAC**.

- **Documents obligatoires pris pour l'application du CCCT**

Le CCCT tient compte des prescriptions résultant de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 en date du 8 juin 2021 portant autorisation environnementale pour l'aménagement de la ZAC des Groues au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques** qui impose tant à l'**AMENAGEUR** qu'au **BENEFICIAIRE** des prescriptions environnementales à respecter en phase chantier comme en phase exploitation

Les documents suivants ont été élaborés par l'**AMENAGEUR** en application du présent **CCCT** et s'imposent au **BENEFICIAIRE** pour l'élaboration et la réalisation de son projet immobilier:

- Le **cahier de limite de prestations techniques (CLPT)** qui détaille les limites de prestations entre le **BENEFICIAIRE** et l'**AMENAGEUR**, les raccordements prévisionnels aux réseaux seront annexés à ce cahier de limites de prestations les documents suivants, au plus tard pour

le dépôt du permis de construire : plan de nivellement projeté, plan de principe des réseaux et raccordements.

Le **cahier de prescriptions architecturales, urbanistiques et paysagères (CPAUP)** qui impose au **BÉNÉFICIAIRE** les prescriptions architecturales et urbanistiques à respecter pour l'élaboration et la réalisation de son **PROJET IMMOBILIER**.

- Le **cahier de prescriptions environnementales et de développement durable (CPEDD)** qui impose au **BÉNÉFICIAIRE** le niveau de performance environnementale à respecter pour l'élaboration et la réalisation de son **PROJET IMMOBILIER**.
- La **fiche de lot**

Le **BENEFICIAIRE** devra entreprendre ses études et réaliser son programme de construction en cohérence avec ces documents et les plans. En particulier, il devra respecter les cotes de seuil indiquées sur le plan de nivellement et, entre deux côtes, la géographie de l'espace public.

Les plans visés ci-dessus pourront faire l'objet d'ajustement par l'**AMENAGEUR** en fonction de l'avancement des études d'espaces publics, en concertation avec le **BENEFICIAIRE**.

Le **BENEFICIAIRE** sera tenu tant en phase chantier qu'en phase exploitation de son **PROJET IMMOBILIER**, conformément aux dispositions de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, de transmettre, dans les délais fixés par l'arrêté préfectoral, au service chargé de la police de l'eau (uosa.dile.sppe.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr) les éléments listés dans l'arrêté préfectoral, en mettant obligatoirement en copie Paris La Défense.

D - Durée du CCCT

Conformément aux dispositions de l'article L. 311-6 du Code de l'Urbanisme, les dispositions du présent **Cahier des Charges** sont imposées au **BENEFICIAIRE** pendant toute la durée de la réalisation de la ZAC.

Elles cesseront de lui être opposables à la suppression de la zone, exceptées les servitudes de toute nature, qu'elles soient légales, conventionnelles, etc., grevant l'**unité foncière**, qui resteront applicables, selon leur nature, indépendamment du présent **Cahier des Charges**.

E - Expiration ou transfert de la ZAC

La zone d'aménagement concertée est réalisée en régie directe par **PARIS LA DEFENSE**, ce dernier étant à l'initiative de la création de cette ZAC. Il n'est donc pas titulaire d'une concession d'aménagement au sens du Code de l'urbanisme.

Néanmoins, si **PARIS LA DEFENSE** devait conclure une telle concession d'aménagement avec un aménageur, ce dernier serait substitué de plein droit à **PARIS LA DEFENSE** dans tous les droits et obligations résultant pour celui-ci du présent **Cahier des Charges**, sans que le **BÉNÉFICIAIRE** ait le droit de s'y opposer. A l'expiration de cette concession pour quelque raison que ce soit, l'**AMENAGEUR** serait substitué de plein droit à cet aménageur dans tous les droits et obligations résultant pour celui-ci du présent **Cahier des Charges**, sans que le **BÉNÉFICIAIRE** ait le droit de s'y opposer. Il en irait de même en cas de transfert de ladite convention à une autre personne morale de droit public ou privée chargée de l'aménagement.

F - Division des terrains de la ZAC

Lorsque des terrains sont divisés par l'**AMENAGEUR** de la **ZAC**, c'est-à-dire lorsque l'**AMENAGEUR** cède lui-même des terrains, ces divisions ne constituent pas de lotissement au sens du Code de l'Urbanisme.

Pour toute autre division de terrain, les règles en matière de lotissement s'appliqueront, sauf exceptions prévues au Code de l'Urbanisme.

2. TITRE I : PRESCRIPTIONS IMPOSEES EN VUE DU RESPECT DE L'UTILITE PUBLIQUE

•

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CESSION ET PROGRAMME DE CONSTRUCTION

La cession est consentie à l'**ACQUEREUR** en vue de la construction dans les conditions définies au présent **CCCT** de bâtiments à usage principal de logements et d'activités artisanales. Un programme de construction d'environ 11 010 m² de Surface de Plancher (SDP) est autorisé sur l'Unité foncière, réparti comme suit :

- 9 210 m² SDP à usage principal de logements, dont :
 - 4 513 m² SDP destinés à du logement en accession libre ;
 - 1 843 m² SDP destinés à du logement intermédiaire ;
 - 2 854 m² SDP destinés à du logement locatif social (PLUS ou PLAI) ;
- 1 800 m² SDP à usage principal de commerce (artisanat et commerce de détail, restauration, activités de services).

ARTICLE 2 – DELAIS D'EXECUTION DES OUVRAGES À RÉALISER

Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à :

- 0-1 Commencer sans délai les études de la totalité du programme autorisé sur l'unité foncière ;
- 0-2 Déposer, dans les délais définis à la promesse de vente, un dossier recevable au sens du Code de l'Urbanisme de demande de permis de construire et, le cas échéant, de démolir. Les modalités de mise au point de ces demandes sont définies à l'article 15 du présent **CCCT** ;
- 0-3 Soumettre à l'approbation de **Paris La Défense**, lors de la signature de l'acte authentique de vente, un programme échelonné prévisionnel de réalisation, tel que défini à l'article 16.2.c ci-dessous ;
- 0-4 Avoir achevé la construction de la totalité du programme dans le **délai de 36 (TRENTE-SIX) MOIS** à compter de la signature de l'acte authentique de vente.

Il est précisé que l'**AMÉNAGEUR** pourra accorder des dérogations, dans des cas exceptionnels et sur demande de le **BÉNÉFICIAIRE** assortie des justifications requises. Ces délais pourront également être prolongés dans les conditions définies à l'article ci-dessous.

ARTICLE 3 – PROLONGATION ÉVENTUELLE DES DÉLAIS

Les délais fixés à l' « **ARTICLE 2** » ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure ou à une cause légitime de suspension de délai, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle le **BÉNÉFICIAIRE** a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure ou à une cause légitime de suspension de délai et de la durée de l'empêchement est à la charge du **BÉNÉFICIAIRE**.

Les causes légitimes de suspension de délai sont précisées dans la promesse de vente entre l'**AMENAGEUR** et le **BÉNÉFICIAIRE**.

ARTICLE 4 – RÉSOLUTION EN CAS D'INOBSERVATION DES DÉLAIS

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles « ARTICLE 12 » et « ARTICLE 19 » ci-dessous, et, le cas échéant, des clauses résolutoires prévues dans la Promesse de Vente, la présente **cession** pourra être résolue par décision de l'**AMENAGEUR**, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais fixés à l' « ARTICLE 2 » ci-dessus, le cas échéant prorogé dans les conditions fixées par l' « ARTICLE 3 » des présentes.

La cession pourra également être résolue par décision de l'**AMENAGEUR**, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions du prix à son échéance.

Dans tous les cas, la résolution n'interviendra qu'**UN (1) MOIS** après une mise en demeure notifiée par acte extrajudiciaire, restée sans effet.

L'**ACQUEREUR** aura droit, en contrepartie, à une indemnité de résolution qui sera calculée ainsi qu'il suit :

- Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession hors taxes ou le cas échéant, à la partie du prix effectivement payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'**AMENAGEUR**, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10% du prix de cession hors taxes. Ce prix, en cas d'indexation, sera réputé égal à la somme des versements déjà effectués à la date de la résolution, augmentée d'une somme égale au solde restant dû, après application à ce solde du dernier indice connu quinze jours avant la date de la résolution.
- Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus est augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée par les travaux régulièrement réalisés, sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le coût de la main d'œuvre utilisée. Le cas échéant, l'indemnité sera diminuée de la moins-value due aux travaux exécutés.

La plus-value, ou la moins-value, sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert **Erreur ! Signet non défini.** de l'**AMENAGEUR** étant l'Administration des Domaines, celui de l'**ACQUEREUR** pouvant, s'il ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal compétent.

En cas de désaccord entre les experts, un tiers arbitre sera désigné par le Président du Tribunal compétent du lieu de l'immeuble à la requête du plus diligent des experts ou des parties.

Tous les frais seront à la charge du **BÉNÉFICIAIRE**.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble du chef de l'**ACQUEREUR** défaillant seront reportés sur l'indemnité de résolution dans les conditions fixées à l'article L. 411-4 du Code de l'Expropriation.

ARTICLE 5 – VENTE, LOCATION, PARTAGE DE L'UNITE FONCIERE

5.1 Principe

Les actes de vente, de partage, ou de concession d'usage, etc., qui seraient consentis par le **BENEFICIAIRE** ou ses ayants cause en méconnaissance des interdictions, restrictions, ou obligations stipulées au présent **CCCT** seraient nuls et de nul effet.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de **CINQ (5) ANS** à compter de l'acte par l'**AMENAGEUR** ou, à défaut, par le Préfet du Département, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

5.2 Vente

Il est interdit au **BENEFICIAIRE** de mettre en vente tout ou partie des îlots qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des constructions prévues sans en avoir, au moins **TROIS (3) MOIS** à l'avance, avisé l'**AMENAGEUR**. Celui-ci pourra exiger, soit que les **Terrains** lui soient rétrocédés, soit qu'ils soient vendus à un acquéreur agréé ou désigné par lui.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 juillet 1965, ni en cas de vente d'immeuble à construire (ventes à terme ou ventes en l'état futur d'achèvement) relevant de la loi du 3 janvier 1967 (articles 1601-1 et suivants du Code civil) et textes subséquents.

5.3 Location

Il est également interdit au **BENEFICIAIRE** de consentir à qui que ce soit, un droit même précaire, sur tout ou partie des **Terrains** tant qu'ils n'auront pas reçu l'affectation prévue et sans avoir, au préalable, obtenu l'agrément de l'**AMENAGEUR** hormis les cas de baux sur immeubles à construire.

5.4 Halle d'activités artisanales

a) Programmation de la Halle d'activités artisanales

Il est rappelé que dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt, le **BÉNÉFICIAIRE** a proposé d'inclure un programme d'activités artisanales dans son programme de construction dédié à la réalisation d'une halle d'activités artisanales. Cette proposition a été détaillée dans l'offre du **BÉNÉFICIAIRE** (programmation, cibles commerciales, typologies d'entreprises et services associés envisagés, montage investisseur et gestionnaire preneur à bail unique, business model, engagements et garanties).

Toute modification de cette proposition devra faire l'objet d'une demande écrite à l'**AMENAGEUR**, qui disposera d'un délai de **trois (3) semaines** à compter de la réception de la demande pour donner sa réponse. La réponse de l'**AMENAGEUR** sera donnée en concertation avec la Ville de Nanterre.

A défaut de réponse de l'**AMENAGEUR** dans le délai susvisé, celui-ci sera réputé avoir accepté les modifications.

Dans ce cadre le **BÉNÉFICIAIRE** s'est engagé à :

- Confier la gestion et l'exploitation de cette halle à un opérateur unique
- A développer une programmation définie pour la halle d'activités artisanales
- A affecter la halle à des activités et fonctions précises.

Engagement d'un opérateur unique pour la gestion et l'exploitation de la Halle d'activités artisanales

Le **BENEFICIAIRE** et l'**AMENAGEUR** s'accordent pour considérer que la programmation de la Halle d'activités artisanales qui sera développée au sein du Programme de Construction, telles que proposée par le **BÉNÉFICIAIRE**, nécessite de confier la gestion et l'exploitation à un opérateur unique.

A cet effet, le **BENEFICIAIRE** a présenté dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt, la société STARTWAY PARTNERS, avec laquelle il a signé le 21 juin 2017, une lettre d'intérêt pour la prise à bail des surfaces d'activités du Programme de Construction. Dans l'hypothèse, où la société STARTWAY PARTNERS ne donnait pas suite à son engagement de prendre à bail la Halle d'activités artisanales ou venait à disparaître pour quelque cause que ce soit, le **BENEFICIAIRE** s'engage à présenter à l'**AMENAGEUR** avant la vente, un nouvel opérateur disposant de la capacité financière nécessaire pour l'exploitation et la gestion de cette Halle.

Programmation développée au sein de la Halle d'activités artisanales

Le **BENEFICIAIRE** s'est engagé à développer au sein du programme de construction une Halle d'activités développant 1 800 m² de SPC à destination de locaux d'activités artisanales et services additionnels à caractère commercial.

Le **BENEFICIAIRE** s'engage, d'une part à respecter les destinations définies au **CCCT** et à la **cession**, et d'autre part, à respecter et à imposer à ses ayants droit et ayants cause, pendant une durée de **5 (cinq) ans** à compter de la date du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) de la Halle d'activités artisanales si sa mise en exploitation intervient dans les 6 (six) mois de cette DAACT, et à défaut à compter du jour de la première mise en exploitation de ladite Halle attestée par la remise d'une attestation du gestionnaire, les conditions d'affectation suivantes :

- 60% minimum de la SPC globale de cette Halle seront dédiés aux seules activités productives (fabrication, production, transformation, assemblage, réparation ou stockage en accompagnement d'une activité artisanale). Il est précisé que pour permettre cette exploitation selon les affections convenues ci-dessus, la Halle d'activités artisanales devra respecter pour ces surfaces les caractéristiques techniques suivantes :
 - o hauteur libre supérieure à 4,50 m hors zone de mezzanine ;
 - o charge au sol renforcée, supérieure à une (1) tonne/m² ;
 - o accès de plain-pied ;
- et la totalité des SPC de la Halle dédiées aux services additionnels associés auxdites activités productives ne pourront excéder 40% de la SPC globale de cette Halle. Etant entendu, qu'au sein de cette enveloppe de 40% de la SPC globale de la halle :
 - o les postes de travail administratifs seront autorisés à condition :
 - d'être strictement réservés aux activités de gestion et d'administration desdites activités productives ;
 - et de ne pas excéder 20% de la SPC globale de la Halle d'activités artisanales;
 - o les services additionnels à caractère commercial (exemples : show-room, cafétéria, etc.) seront autorisés à condition :
 - d'être liées auxdites activités productives et/ou dédiés en partie aux occupants avec un possible accès au public ;
 - et de ne pas excéder 30 % de la SPC globale de la Halle d'activités artisanales.

Définitions des activités et fonctions autorisées

Il est précisé que seules sont autorisées au sein de la Halle d'activités artisanales :

- les activités et fonctions productives de fabrication, production, transformation, assemblage, réparation ou stockage en accompagnement d'une activité artisanale, ainsi que les moyens techniques afférents. A titre d'exemple, il s'agit (liste non limitative) des activités de :
 - o Second œuvre : plombier, électricien, carreleur, serrurier, vitrier, menuisier, plâtrier, etc. ;
 - o Alimentation : fabrication de plats, traiteur, etc. ;
 - o Réparation : entretien/réparation automobile et/ou cycles, réparation de biens, restauration d'objets d'arts, etc. ;
 - o Fabrication : préparations florales et plantes, textile, cuir, papier, carton, imprimerie, reliure, informatique, électronique, optique, horlogerie, bijouterie, pièces automobiles et/ou cycles, meubles, bois, vannerie, etc ;
- les services additionnels associés auxdites activités et fonctions productives dans les conditions prévues au **CCCT** et à la **cession**.

Le secteur d'activités de l'entreprise, appréhendé notamment au travers des codes NAF et APE, ne saurait constituer une garantie suffisante. L'attention sera portée à l'usage réel et aux fonctions accueillies dans le Programme d'activités artisanales

b) Commercialisation de la Halle d'activités artisanales

Le BÉNÉFICIAIRE fera son affaire personnelle et sous son entière responsabilité de la commercialisation de la Halle d'activités artisanales d'artisanat compris dans le programme de construction.

Cette commercialisation devra se faire :

- . en cohérence avec la programmation d'activités artisanales et services additionnels à caractère commercial annexée à l'acte de vente ; en tenant compte des contraintes et spécificités du site et du programme de construction ;
- . en garantissant une unicité de gestion et d'exploitation de la totalité des surfaces d'activités artisanales et services additionnels à caractère commercial.

A compter des présentes et jusqu'à l'expiration d'un délai de **5 (cinq) ans** à compter de la date du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) de la Halle d'activités artisanales si sa mise en exploitation intervient dans les 6 (six) mois de cette DAACT, et à défaut à compter du jour de la première mise en exploitation de ladite Halle attestée par la remise d'une attestation du gestionnaire, **le BÉNÉFICIAIRE** s'oblige :

- à transmettre le projet de contrat de bail à **l'AMENAGEUR**, par lettre recommandée avec accusé de réception, préalablement à la signature de la promesse de bail à conclure avec l'opérateur unique en charge de la gestion et de l'exploitation des surfaces de la Halle d'activités artisanales, précisant a minima :
 - o l'identité de l'exploitant,
 - o la désignation, les surfaces de plancher,
 - o le descriptif technique et la programmation,
 - o le type d'activité et fonctions exploitées,
 - o le montant du loyer annuel convenu,
 - o et la reprise des stipulations relatives à l'intéressement sur le chiffre d'affaires de la Halle d'activités artisanales telles que définies à la **cession**.
- à soumettre à l'agrément de **l'AMENAGEUR** toute personne, physique ou morale, à laquelle il entend céder les surfaces d'activités artisanales et services additionnels à caractère commercial ci-dessus visées, étant précisé que **le BÉNÉFICIAIRE** ne pourra morceler ces surfaces (scission des surfaces correspondantes en plusieurs parties, vendues à plusieurs entités distinctes) sans accord exprès de **l'AMENAGEUR**. Cette demande d'agrément devra être assortie de toutes les précisions utiles sur le preneur et son activité, et de l'engagement de ce preneur de respecter les obligations définies au **CCCT** et à la **cession** ;

L'**AMENAGEUR** pourra s'opposer à la signature dudit contrat de bail dans le mois de la réception des projets transmis, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au **BÉNÉFICIAIRE** précisant les motifs de son opposition, le **BÉNÉFICIAIRE** s'interdisant expressément de signer ledit contrat avant l'expiration d'un délai d'un mois et **15 (quinze) jours** calendaires (eu égard aux délais postaux).

En revanche, faute pour l'**AMENAGEUR** d'avoir exprimé son opposition, ce dernier sera réputé avoir donné son accord à la signature du contrat de bail dans les conditions qui lui auront été présentées pour obtenir son accord préalable.

Il est précisé qu'aux termes de ce bail, il pourra être stipulé une faculté de sous-location sans obligation d'agrément des sous-locataires par Paris La Défense, à la condition toutefois que les contrats de sous-location respectent également les obligations souscrites par le **BÉNÉFICIAIRE** telles que spécifiées au **CCCT** et à la **cession**

c) Vérification des engagements souscrits par le **BÉNÉFICIAIRE**

Pour permettre à l'**AMENAGEUR** de vérifier le respect par le **BÉNÉFICIAIRE** de ses engagements en matière d'artisanat sur une durée de **5 (cinq) ans** à compter de la date du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) de la Halle d'activités artisanales si sa mise en exploitation intervient dans les 6 (six) mois de cette DAACT, et à défaut à compter du jour de la première mise en exploitation de ladite Halle attestée par la remise d'une attestation du gestionnaire, à savoir :

- maintien de la programmation telle que définie au **CCCT** et à la **cession**
- maintien des activités et fonctions de telles que définies au **CCCT** et à la **cession**
- et modération des loyers des surfaces d'activités artisanales telle que définie à la **cession**

Le **BÉNÉFICIAIRE** s'oblige à remettre annuellement et ce pendant une période de **5 (cinq) ans** à compter de la date du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) de la Halle d'activités artisanales si sa mise en exploitation intervient dans les 6 (six) mois de cette DAACT, et à défaut à compter du jour de la première mise en exploitation de ladite Halle attestée par la remise d'une attestation du Maître d'œuvre du programme :

- un état locatif anonymisé précisant *a minima* :
 - o les entreprises locataires, leurs activités et fonctions afin de s'assurer qu'elles respectent les définitions des activités et fonctions autorisées ;
- la surface SPC globale de la Halle d'activités artisanales dédiée aux seules activités productives ;
- la surface SPC globale de la Halle d'activités artisanales dédiée aux services additionnelles associés auxdites activités productives précisant :
 - o la surface SPC globale de la Halle d'activités artisanales dédiée aux postes de travail administratifs ;
 - o la surface SPC globale de la Halle d'activités artisanales dédiée aux services additionnels à caractère commercial ;
- le Chiffre d'Affaires Annuel Immobilier de Référence tel que défini à la **cession** ;
- le Chiffre d'Affaires Annuel Immobilier Constaté de l'année considérée tel défini à la **cession**.

Le **BÉNÉFICIAIRE** s'oblige à répercuter ces obligations à ses acquéreurs dans les actes de vente des locaux concernés, en retranscrivant strictement les obligations susmentionnées.

5.5 Stationnement

a) Optimisation du besoin en stationnement

L'**AMENAGEUR**, en concertation avec la Ville de Nanterre sur le territoire de laquelle le projet immobilier se situe, a la volonté de mettre en place une politique vertueuse des déplacements et de maîtrise de la mobilité, dans l'esprit des objectifs de développement durable tels qu'ils résultent notamment de la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010.

C'est pourquoi, à l'échelle du secteur de la ZAC, est mis en place un principe d'optimisation du besoin en stationnement (mutualisation des parkings et foisonnements des places de stationnement, réalisation de places de stationnement vélos supplémentaires, réalisation de stationnement attribuées à l'auto-partage). Le **BÉNÉFICIAIRE** aura l'obligation de s'inscrire dans les objectifs d'optimisation du besoin de stationnement, et ce conformément aux dispositions permises par le document d'urbanisme en vigueur. La programmation (dimensionnement qui prévoit de recourir au bonus vélos prévu au PLU) et le fonctionnement de ce stationnement, retenus par le **BÉNÉFICIAIRE** sont décrits en annexe à la **cession**.

ARTICLE 6 – Obligation de maintenir l'affectation prévue après la réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, le **BÉNÉFICIAIRE** sera tenu de ne pas modifier l'affectation du bâtiment, telle que définie à l'article 1 du **CCCT**, sans en avoir avisé l'**AMENAGEUR** au moins **DEUX (2) MOIS** à l'avance, et ceci pendant toute la durée de la ZAC.

L'**AMENAGEUR** pourra, jusqu'à l'expiration de ce délai de **DEUX (2) MOIS**, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de **SIX (6) MOIS** et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire. Chaque partie désigne un expert, sauf, en cas de carence de l'une des parties, à ce que l'expert soit désigné en référé par le Président du Tribunal compétent saisi par l'autre partie. En cas de désaccord entre les experts, un tiers expert sera désigné, à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal compétent, dans les conditions précisées ci-dessus.

3. TITRE II : DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES AU CCCT

A. Obligations de l'Aménageur

ARTICLE 7 – Rôle de l'aménageur

L'**AMENAGEUR** exécutera, conformément au **plan local d'urbanisme (PLU)** au **dossier réalisation**, au **programme des équipements publics (PEP)**, le cas échéant modifiés, **ainsi qu'à l'arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021 portant sur l'autorisation environnementale de la ZAC des Groues**, tous les ouvrages de voirie, de réseaux et d'aménagement des espaces publics destinés soit à être incorporés au domaine des collectivités, soit à être remis aux organismes concessionnaires.

ARTICLE 8 – Mesures de police, réglementation de la circulation, entretien des voies, places, espaces verts et espaces libres publics

8.1 Utilisation

Jusqu'à leur remise technique aux collectivités concernées, les voies, places et aires de stationnement limitrophes de l'unité foncière et destinées à être incorporées au domaine public pourront être affectés à l'usage public, sous réserve de la prise en compte des nécessités engendrées par le chantier du **BÉNÉFICIAIRE**. Celui-ci aura, sur ces emprises, les droits de jour, de vue et d'issue, comme sur des terrains publics régulièrement classés.

Toutefois, l'**AMENAGEUR** pourra :

1. Placer à tels endroits qu'il jugera à propos, tous panneaux de signalisation, poteaux indicateurs, candélabres, bornes, postes de transformation, arrêts d'autobus, bancs publics etc., en respectant les dispositions légales, le cas échéant en concertation avec la ville de Nanterre ;
2. Interdire ou limiter pour le public ou le **BÉNÉFICIAIRE**, sur tout ou partie de ses terrains ou terrains alentour la circulation ou le stationnement des véhicules selon les règles qui lui apparaîtront les plus aptes à une desserte suffisante de la ZAC.

Dès leur ouverture au public, les pouvoirs de police seront assurés par la personne publique compétente, conformément aux dispositions légales.

8.2 Entretien

Jusqu'à leur remise technique aux collectivités concernées, l'entretien des terrains ci-dessus évoqué est assuré par l'**AMENAGEUR**.

Dès leur remise à la collectivité publique intéressée, celle-ci en assurera l'entretien. Dès lors, en application de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, toutes mesures conservatoires devront être prises par la collectivité concernée pour limiter lors de l'entretien de ces espaces (voies, places, espaces verts et espaces libres publics) les impacts sur l'eau et les milieux aquatiques. Un cahier de suivi de l'exploitation de ces espaces devra être établi par la collectivité concernée. Ce cahier devra être tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Il est en outre précisé que, conformément aux dispositions du **CCFN**, et dans le cadre de la réalisation de son projet, le **BÉNÉFICIAIRE** a une obligation de maintien en état de propreté des voies ouvertes à la circulation aux abords de son chantier.

ARTICLE 9 - Délimitation de l'Unité Foncière

L'**AMENAGEUR** procède, à ses frais et charge, à l'implantation de bornes de délimitation de l'unité foncière, préalablement à l'acte de vente. Conformément aux dispositions de l'article L 111-5-3 du Code de l'Urbanisme, le descriptif du terrain résulte de cette implantation des limites de l'unité foncière, et mention en sera faite dans l'acte de vente.

La réception de cette implantation fera l'objet d'un procès-verbal à signer entre le **BÉNÉFICIAIRE**, l'**AMENAGEUR** et le géomètre qui aura effectué ledit bornage.

Le **BÉNÉFICIAIRE** aura, dès lors, la responsabilité de la conservation des bornes réceptionnées et de l'implantation de ses constructions par rapport à celles-ci et au nivellement futur des espaces publics, suivant les dispositions de l' « **ARTICLE 16** ».

ARTICLE 10 - Desserte de l'Unité Foncière

L'**AMENAGEUR** s'engage à exécuter la desserte de l'unité foncière dans les conditions prévues au **Cahier de limite des prestations techniques (CLPT)**. L'étude et la réalisation de cette desserte sont assurées et coordonnées par l'**AMENAGEUR**, à ses frais, dans des délais compatibles avec la mise en service du bâtiment du **BÉNÉFICIAIRE**, et sous réserve du respect par le **BÉNÉFICIAIRE** des obligations à sa charge. Le **Cahier de phasage prévisionnel**, établi par l'**AMENAGEUR** en vue de l'acte de vente, définit les dates de

réalisation de cette desserte, en fonction des dates de libération d'emprises annoncées par le **BÉNÉFICIAIRE**.

Il est précisé que l'**AMENAGEUR** réalise en maîtrise d'ouvrage directe les espaces publics de voirie, l'assainissement et le génie civil des réseaux de télécommunications (chambres de tirage, fourreaux). Il fait réaliser par voie de convention le réseau d'eau potable et le réseau électrique par les concessionnaires sous réserve que les besoins du **BÉNÉFICIAIRE** aient été exprimés de façon exhaustive.

Les raccordements en électricité des postes de distribution publique et des postes abonnés sont réalisés suivant le niveau de sécurisation de référence ENEDIS, soit l'adduction en double dérivation depuis un poste source unique. Les niveaux de sécurisation supérieurs sont à la charge du **BÉNÉFICIAIRE**.

Les réseaux de gaz et de télécommunications (hors génie civil visé ci-dessus) relèvent uniquement des relations commerciales entre le **BÉNÉFICIAIRE** et les concessionnaires, et ne sont pas pris en charge par l'**AMENAGEUR**.

ARTICLE 11 - Modalités d'exécution de la desserte de l'Unité Foncière

11.1 Cahier de phasage prévisionnel

Le **Cahier de phasage prévisionnel** est établi par l'**AMENAGEUR** en vue de l'acte de vente, en prenant en compte le programme échelonné prévisionnel de réalisation du **BÉNÉFICIAIRE** mentionné à l'« **ARTICLE 2** » ainsi que les contraintes d'organisation du chantier de desserte de l'**unité foncière**. Ce **Cahier de Phasage prévisionnel** précise notamment les dates de restitution à l'**AMENAGEUR** des emprises mises à disposition du **BÉNÉFICIAIRE** en application de l' « **ARTICLE 16** ».

Par la suite, les parties conviennent de se rencontrer dans le cadre de réunions de coordination, autant de fois que de besoin, pour mettre au point les adaptations techniques qui s'avèreraient nécessaires.

Toute modification de planning impactant le **Cahier de phasage prévisionnel** nécessite un accord exprès des deux parties (écrit et daté). En cas d'accord, le planning concerné est réactualisé par la partie la plus diligente puis transmis à l'autre partie pour validation expresse sous huitaine. En cas de désaccord, ou d'absence de validation expresse dans les délais, les dates contenues dans le planning précédent demeurent applicables.

Toute validation des décisions prise dans le cadre des réunions de coordination fait l'objet d'un accord exprès de la part de l'**AMENAGEUR**.

L'accord exprès s'entend d'un accord écrit et daté. Le **Cahier de phasage prévisionnel** est mis à jour par l'**AMENAGEUR** en fonction des décisions prises en réunion de coordination.

11.2 Desserte en voirie

L'accès direct à l'**unité foncière** se fera par des espaces publics existants, requalifiés, ou par les nouveaux espaces publics, tels que prévus au dossier de réalisation de la ZAC. Il est précisé que ces aménagements pourront être réalisés progressivement, l'accès direct à l'**unité foncière** se faisant alors dans un premier temps par de la voirie provisoire.

ARTICLE 12 - Sanctions de l'inexécution contractuelle des obligations de l'aménageur

En cas d'inobservation par l'**AMENAGEUR** de ses obligations contractuelles citées ci-dessus, et sous réserve de la force majeure ou de l'inexécution, par le **BÉNÉFICIAIRE**, de l'une de ses obligations contractuelles ayant empêché le respect, par l'**AMENAGEUR**, de ses obligations contractuelles, et après une mise en demeure adressée à l'**AMENAGEUR**, par le **BÉNÉFICIAIRE** dans la forme d'un courrier recommandé avec avis de réception postal resté sans effet à l'expiration d'un délai de **UN (1) MOIS** à compter de sa réception, le **BÉNÉFICIAIRE** sera autorisé, sur les emprises mises à sa disposition et qui n'ont pas le caractère de dépendances du domaine public, à exécuter lui-même les travaux provisoires de desserte et d'accessibilité nécessaires à la réalisation du programme autorisé. Ces travaux seront exécutés aux frais de l'**AMENAGEUR**.

Dans ce cas, le **BÉNÉFICIAIRE** s'oblige à lui fournir, pour information, tous devis et factures. A cet égard, si les emprises des ouvrages de raccordement ou de voirie dépendent du domaine privé ou public de la collectivité, le **BÉNÉFICIAIRE** s'oblige à obtenir, de ladite collectivité, tout accord, permission de voirie ou autorisation d'occupation domaniale.

Le tout sans préjudice du droit du **BÉNÉFICIAIRE** d'obtenir des dommages et intérêts pour réparer le préjudice subi.

B - Obligations du bénéficiaire

ARTICLE 13 - Respect des documents applicables

Le **PLU** définit de manière réglementaire les grandes lignes de l'organisation urbaine recherchée. Le dossier de réalisation de la ZAC présente les aménagements prévus sur le secteur. **Le CPAUP, le CPEDD et la fiche de lot** définissent en détail les prescriptions relatives à l'unité foncière.

En cas de contradiction entre les documents ci-avant cités, les dispositions du **PLU** s'appliqueront.

Si l'**AMENAGEUR** est le bénéficiaire de l'**autorisation environnementale accordée par arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, le **BENEFICIAIRE**, et tout assujetti au présent CCCT, qu'il soit propriétaire, acquéreur, sous-acquéreur, constructeur, cessionnaire, ayant droit ou ayant cause, etc., devront impérativement se conformer aux prescriptions dudit arrêté préfectoral.

Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à respecter l'ensemble de ces documents, tant pour l'élaboration de son projet que pour sa réalisation ou encore l'exploitation des ouvrages à créer, leur entretien, la maintenance, etc.

ARTICLE 14 - Servitudes

Les servitudes générales et particulières sont définies dans l'acte de vente.

L'**ACQUEREUR** ne pourra s'opposer à l'apposition, dans l'intérêt général, de plaques de voirie de signalisation, candélabres et autres, à la demande de la Ville ou de l'**AMENAGEUR**, conformément aux dispositions des règlements en vigueur, sans qu'aucune indemnité ne puisse lui être due à ce titre.

ARTICLE 15 - Prescriptions urbaines et architecturales

15.1 Respect de l'unité architecturale

Le **BÉNÉFICIAIRE** édifiant des bâtiments dans une opération qui vise à la création d'un ensemble architectural coordonné, il doit établir son projet en liaison étroite avec l'**AMENAGEUR**.

Le **BÉNÉFICIAIRE** devra donc respecter et faire respecter, par ses maîtres d'œuvre, les prescriptions de l'**AMENAGEUR** relevant de ses prérogatives (CPAUP, CPEDD, avis pré-PC et PC) dont il accepte l'intervention. Afin d'assurer l'unité architecturale de l'ensemble de l'opération, l'**AMENAGEUR** devra donner son accord sur la disposition des constructions prévues par le maître d'œuvre, sur le traitement et les couleurs de leurs façades, et plus généralement sur ce qui concerne l'aspect des bâtiments, ainsi que sur les aménagements extérieurs. Le **BÉNÉFICIAIRE** et ses maîtres d'œuvre, devront donc se mettre en rapport avec l'**AMENAGEUR** dès les premières études, afin de mener à bien leur projet dans les meilleures conditions. La responsabilité de l'**AMENAGEUR** ne sera en aucun cas engagée du fait du présent article.

a) ***Soumission préalable des autorisations de construire et/ou de démolir et leur(s) modificatif(s)***

Tout dossier d'autorisation de construire ou de démolir (en ce compris les demandes modificatives) déposé par le **BÉNÉFICIAIRE** pour la réalisation ou dans le cadre de l'exécution de son **PROJET IMMOBILIER** sera soumis préalablement à l'**AMENAGEUR** pour avis de dépôt officiel en mairie.

Le **BÉNÉFICIAIRE** communiquera à l'**AMENAGEUR** les pièces du dossier de la demande d'autorisation de construire et /ou de démolir au fur et à mesure de leur confection. Il remettra à l'**AMENAGEUR** un dossier final complet de la demande en un exemplaire. L'**AMENAGEUR** fera connaître au **BÉNÉFICIAIRE** son avis favorable ou défavorable, assorti ou non de réserve, sur le dossier dans un délai de **QUINZE (15) JOURS** ouvrés de la date de remise. Passé ce délai et faute de réponse de l'**AMENAGEUR**, l'avis favorable de ce dernier sera réputé acquis.

Cet avis, sera donné notamment au regard des prescriptions du **PLU**, du **CPAUP**, du **Guide de Conception Architectural** et du **CPEDD**.

En conséquence, cet avis ne peut être assimilé à une autorisation de dépôt de l'autorisation de construire ou de démolir d'une part, à une instruction préalable de cette dernière d'autre part, et, enfin, ne saurait en aucun cas engager la responsabilité de l'**AMENAGEUR**.

Pour rendre son avis, l'**AMENAGEUR** pourra se faire communiquer par le **BÉNÉFICIAIRE** tous plans et documents de détail nécessaire.

Toute modification ultérieure devra préalablement recevoir l'accord de l'**AMENAGEUR**.

b) ***Dépôt des dossiers d'autorisation de construire ou démolir***

Une fois l'avis de l'**AMENAGEUR** délivré, le **BÉNÉFICIAIRE** pourra déposer son dossier en mairie après avoir, le cas échéant, modifié son dossier pour tenir compte des observations émises par l'**AMENAGEUR**.

Une réunion préalable sera organisée par l'**AMENAGEUR** afin de présenter le projet du **BÉNÉFICIAIRE** au Maire et aux services de la Ville.

Le **BÉNÉFICIAIRE** fera son affaire du dépôt d'un nombre suffisant d'exemplaires du dossier, et réservera deux copies du dossier définitif à l'**AMENAGEUR** qu'il lui adressera sous **15 jours**, à compter du dépôt en mairie, accompagné d'un CD ou clé USB comprenant les

fichiers en version Autocad 2007 ® ou version inférieure et PDF pour les documents graphiques, et PDF pour les pièces écrites du dossier. L'**AMENAGEUR** transmettra à la Ville son avis sur le dossier déposé.

Une procédure identique à celle décrite ci-avant, sera mise en œuvre dans l'hypothèse d'un permis de construire modificatif.

c) **Instruction des autorisations de construire ou de démolir**

Le **BÉNÉFICIAIRE** tiendra informé l'**AMENAGEUR** de l'instruction de son dossier.

d) **Visite des lieux et suivi du chantier**

Le **BÉNÉFICIAIRE** devra fixer un rendez-vous en accord avec l'**AMENAGEUR** et la Ville afin de faire valider les choix de matériaux et de couleurs de façade par des échantillons, réalisés in situ ou à proximité du chantier. Ce rendez-vous devra se tenir au plus tard à la fin de la phase terrassements afin de permettre la prise en compte des remarques éventuelles de la Ville et de l'**AMENAGEUR**. Les échantillons devront être assemblés sous forme de prototype afin de matérialiser le plus fidèlement possible les façades résultant du permis de construire en vigueur.

Afin de permettre à l'**AMENAGEUR** de vérifier le respect, par le **BÉNÉFICIAIRE**, des prescriptions architecturales et urbanistiques, ce dernier s'engage à faciliter, sur son terrain, et tout au long du chantier, toutes visites du personnel de l'**AMENAGEUR** ou de personnes mandatées par lui, sous réserve d'un préavis de 48 heures. Dans les mêmes conditions, il s'engage à permettre à l'**AMENAGEUR** d'assurer une ou plusieurs visites décidées dans le cadre des réunions de coordination prévues à l' « **ARTICLE 11** ».

15.2 Reconstruction totale ou partielle des constructions ou ouvrages

En cas de destruction totale ou partielle des constructions ou ouvrages si le **BÉNÉFICIAIRE** décide de reconstruire à l'identique, il en informera l'**AMENAGEUR**. Dans le cas inverse, il soumettra son projet à l'autorisation préalable de l'**AMENAGEUR**.

Le propriétaire désireux de reconstruire totalement ou partiellement fera son affaire personnelle de toutes autorisations administratives indispensables, de l'acquisition de tous droits immobiliers, ainsi que de l'obtention de toutes servitudes supplémentaires qui lui seraient nécessaires.

15.3 Prescriptions techniques particulières

Pour le dimensionnement du gros œuvre des murs périphériques de ses constructions, le **BÉNÉFICIAIRE** doit prévoir la reprise des poussées des terres de structure des espaces publics, notamment lorsque, compte tenu du projet général de nivellement, ces espaces publics sont créés en remblai.

ARTICLE 16 – Travaux à réaliser par le BENEFCIAIRE

16.1 Définition des travaux incombant au BENEFCIAIRE

a) **Prescriptions générales**

Le **BÉNÉFICIAIRE** a en charge la réalisation du programme de construction défini à l'article 1, en cohérence avec les travaux réalisés par l'**AMENAGEUR** définis à l' « **ARTICLE 7** » et à l' « **ARTICLE 10** ». En particulier, le **BÉNÉFICIAIRE** devra respecter le nivellement des espaces publics visé à l' « **ARTICLE C** » et à l' « **ARTICLE 18** ».

Le **BÉNÉFICIAIRE** a en charge la réalisation des ouvrages spécifiques visés au **CLPT**.

Le **BÉNÉFICIAIRE** a également en charge la mise en œuvre et l'entretien de tout dispositif destiné à protéger ses infrastructures des eaux d'infiltration venant des volumes publics.

Le **BÉNÉFICIAIRE** a de plus en charge les réseaux à partir des regards de branchements réalisés en limite de propriété (les limites de prestations exactes sont précisées, pour chaque réseau, au **Cahier de limite de prestations techniques (CLPT)**). Il devra se raccorder à ses frais sur les canalisations d'eau, d'électricité, d'égouts, de gaz (le cas échéant), etc., réalisés par l'**AMENAGEUR** ou le **Concessionnaire**. Ce raccordement devra se faire conformément aux plans d'exécution validés par l'**AMENAGEUR** et, selon les cas, par le fermier ou le concessionnaire de chaque réseau.

Il fera son affaire personnelle de tous contrats et abonnements à passer avec les concessionnaires ou services publics.

En particulier, en cas d'installation spécifique des concessionnaires et à réaliser à l'intérieur du bâtiment du **BÉNÉFICIAIRE**, ce dernier a la charge de la réalisation et de l'équipement de ces locaux, de leur conformité aux prescriptions et normes en vigueur, et du respect des procédures imposées par chaque concessionnaire ou service public (notamment pour les postes transformateurs HT, installations télécoms, etc.).

Les lignes aériennes de quelque nature que ce soit, ainsi que tout branchement aérien, sont interdits, à l'exception de ceux temporaires rendus nécessaires par les besoins du chantier de construction du **BÉNÉFICIAIRE**. Il est précisé que ces branchements de chantier sont intégralement à la charge du **BÉNÉFICIAIRE**, et devront être réalisés conformément au **CLPT**.

b) Prescriptions liées aux carrières

Les travaux de confortement du sous-sol et de fondations sont réalisés conformément aux Notices Techniques de l'Inspection Générale des Carrières (IGC) et notamment celle du 6 janvier 2003, aux Documents techniques unifiés et aux Cahiers des clauses techniques générales en vigueur.

Si des injections gravitaires, clavage et traitement des fontis, préalables à la mise en œuvre de fondations profondes sont réalisés, des contrôles rigoureux sont effectués suivant la notice technique de l'IGC du 6 janvier 2003 et par un géotechnicien indépendant de l'entreprise ayant réalisé ces travaux.

Les dossiers de récolement des travaux sont transmis conformément aux notices citées ci-avant à l'IGC de Paris et à la ville de Nanterre.

Conformément aux dispositions de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, le **BENEFICIAIRE** devra transmettre, dans les délais fixés par l'arrêté préfectoral, au service chargé de la police de l'eau (uosa.dile.sppe.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr) les éléments listés dans l'arrêté préfectoral, en mettant obligatoirement en copie Paris La Défense.

16.2 Conditions d'exécution des travaux incombant au BENEFICIAIRE

a) Préliminaire à l'exécution des travaux

En application des dispositions de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, le **BENEFICIAIRE** devra transmettre à l'**AMENAGEUR**, avant le démarrage des travaux, une note présentant la description définitive des ouvrages qui seront réalisés, dans les délais et les conditions fixés par l'arrêté préfectoral.

Cette note inclut notamment un bilan des surfaces imperméabilisées avant et après aménagement permettant de justifier de la réduction de ces surfaces. Elle présente également les dispositifs de décantation et de filtration adaptés aux surfaces à traiter.

b) Interface avec les infrastructures et ouvrages d'art publics

Le programme de construction du **BÉNÉFICIAIRE** est en interface forte avec les infrastructures et ouvrages d'art publics, existants ou projetés. Les contraintes générées par celles-ci sont listées, à la **cession**.

Le **BÉNÉFICIAIRE** devra en conséquence :

- prendre dès que possible toutes les informations nécessaires auprès de l'**AMENAGEUR** et le cas échéant des futurs gestionnaires des ouvrages et espaces publics (Ville de Nanterre, Conseil Départemental 92, SNCF réseau, Société du Grand Paris, etc.) ;
- respecter dans ses études et au cours de ses travaux les plans et prescriptions établis par l'**AMENAGEUR** et le cas échéant par les gestionnaires visés ci-dessus ;
- procéder aux essais (stabilité, étanchéité) qui seront demandés par l'**AMENAGEUR** et le cas échéant par les gestionnaires visés ci-dessus ;
- pour les ouvrages destinés à être remis à l'**AMENAGEUR** ou aux gestionnaires visés ci-dessus, procéder à une réception et une remise d'ouvrage selon les modalités définies au **CLPT**.

c) Nature du sol

Le **BÉNÉFICIAIRE** fait son affaire personnelle de la reconnaissance des lieux, sol et sous-sol. Sa responsabilité sera, en la matière, pleine et entière, notamment en ce qui concerne les sondages à exécuter, les fondations à prévoir, et d'une manière générale, la bonne tenue de ses bâtiments et ouvrages. Il appartient au **BÉNÉFICIAIRE** d'exécuter les fouilles des bâtiments de son programme, ainsi que les remblais nécessaires, et d'évacuer à la décharge les terres excédentaires et les gravais.

Conformément aux dispositions de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, le **BENEFICIAIRE** devra transmettre, dans les délais fixés par l'arrêté préfectoral, au service chargé de la police de l'eau (uosa.dile.sppe.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr) les éléments liés aux forages en phase chantier, notamment pour la réalisation de piézomètres, listés dans l'arrêté préfectoral, en mettant obligatoirement en copie Paris La Défense.

d) Implantation du programme de construction

Le **BÉNÉFICIAIRE** a la responsabilité de la conservation des bornes de délimitation de l'unité foncière implantées par l'**AMÉNAGEUR** en application de l'article 9. Il a également la

responsabilité de l'implantation de son bâtiment par rapport au nivellement futur des espaces publics limitrophes, établi par l'**AMENAGEUR** en application de l'article C.

A cette fin, le **BÉNÉFICIAIRE** fera procéder par un géomètre expert, à ses frais et charges, à un piquetage lors des phases de la construction déterminantes pour l'implantation précise du bâtiment par rapport à l'espace public. Ce piquetage devra être soumis à l'**AMENAGEUR** pour validation.

De plus, il soumettra à la validation de l'**AMENAGEUR** son dossier VRD précisant ses cotes de raccordement aux espaces publics, en application de l' « *ARTICLE 18* ».

e) Emprises de chantier

Les emprises de chantier du **BÉNÉFICIAIRE** pourront être étendues au-delà des limites de l'unité foncière dans les conditions à définir dans une convention de mise à disposition de terrains, le cas échéant avec l'accord des propriétaires et gestionnaires de voirie concernés.

Sauf disposition contraire du **Cahier de phasage prévisionnel**, ces emprises sont restituées au moins six (6) mois avant la livraison des bâtiments.

f) Programme échelonné prévisionnel de réalisation

Afin de permettre à l'**AMENAGEUR** de respecter les délais de desserte des opérations du secteur, le **BÉNÉFICIAIRE** devra :

- Fournir à l'**AMENAGEUR**, dans les conditions et délais définis à l' « *ARTICLE 18.1* » des présentes, un dossier VRD,
- Préciser les dates :
 - De démarrage et d'achèvement de son chantier, précisant la date d'ouverture au public des programmes et de la commission de sécurité, avec l'accord préalable de l'**AMENAGEUR**
 - Des raccordements et des branchements demandés,
 - De la libération des emprises nécessaires aux travaux de desserte de l'**AMENAGEUR** ou des concessionnaires,
 - De l'exécution des remblais des sols,
 - De la livraison des dalles de couverture d'ouvrages avec protection d'étanchéité et permettant, au-dessus, l'exécution d'ouvrages de voirie ou le traitement d'espaces publics,
 - De l'exécution des travaux d'aménagement extérieurs de son unité foncière, et des clôtures permettant l'aménagement des espaces publics riverains.
- Avoir réalisé ses réseaux jusqu'en limite de propriété, six mois avant la date de mise en service des bâtiments.
- Avoir libéré les sols extérieurs remblayés, ou les espaces sur dalle, et avoir mis à la disposition de l'**AMENAGEUR** les locaux techniques et les espaces nécessaires au passage des réseaux, six mois avant la date de mise en service des bâtiments.

Les dates ci-dessus devront être en accord avec le **Cahier de Phasage**, éventuellement mis à jour dans les conditions prévues à l' « *ARTICLE 11.1* » ci-dessus.

ARTICLE 17 – Organisation des chantiers

L'organisation et la gestion de chantier sont régies par l'**arrêté préfectoral DCPAT du 8 juin 2021 arrêtant les prescriptions de l'autorisation environnementale de la ZAC des Groues** et par la **Charte des Chantier à Faibles Nuisances**. Ce cahier comporte les prescriptions à respecter préalablement au démarrage du chantier (actions et autorisations préalables) et tout au long de sa mise en œuvre.

Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage expressément et sans réserve à respecter ces deux documents pour la réalisation de son projet.

L'**AMENAGEUR** veillera à l'organisation de l'activité des chantiers dans le périmètre de la ZAC.

Toutes les dispositions de l'**arrêté préfectoral précité** et du **CCFN** s'imposeront tant activement que passivement à tous les acquéreurs qui devront les répercuter intégralement à leurs maîtres d'œuvre et aux entreprises chargées de la réalisation des ouvrages. A cet égard, et conformément aux dispositions de l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, le **BENEFICIAIRE** devra transmettre, dans les délais fixés par l'arrêté préfectoral, au service chargé de la police de l'eau (uosa.dile.sppe.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr) les éléments relatifs aux chantiers garantissant le respect des prescriptions listés dans l'arrêté préfectoral, en mettant obligatoirement en copie Paris La Défense.

ARTICLE 18 – Coordination avec l'aménageur

18.1 Dossier VRD

Ce dossier projet, constitué par le **BÉNÉFICIAIRE**, est transmis à l'**AMENAGEUR** dans les **trois (3) mois** suivant l'obtention du permis de construire. Il comprend les éléments ci-dessous.

Il est précisé que ce dossier doit être établi en cohérence avec les projets de VRD établis par l'**AMENAGEUR** en application de l' « *ARTICLE C* », et en liaison étroite avec l'**AMENAGEUR**.

a) Pour les voiries et aménagements du sol

Le dossier VRD fourni par le **BÉNÉFICIAIRE** précise les cotes finies des entrées des bâtiments, des accès et des dalles parkings (confirmation des indications mentionnées dans la demande de permis de construire), en cohérence avec les projets de **VRD** établis par l'**AMENAGEUR** et notamment le plan de nivellement mentionné au point « Documents obligatoires pris pour l'application des dispositions du CCCT », en page 6 des présentes.

Il est expressément précisé que le **PROJET IMMOBILIER** du **BÉNÉFICIAIRE** devra respecter les cotes de seuil indiquées sur le plan de nivellement et, entre deux côtes, la géographie de l'espace public.

b) Pour l'assainissement – eaux pluviales

i. Prescriptions générales

Il est précisé que l'assainissement est séparatif.

Les ouvrages liés au **PROJET IMMOBILIER** doivent être conformes aux dispositions du **PLU**, du règlement d'assainissement de l'**EPT Paris Ouest La Défense (EPT POLD)** ainsi qu'à l'**arrêté préfectoral DCPAT du 8 juin 2021** fixant les prescriptions relatives à la conception et au dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales afin d'éviter tout rejet au réseau d'assainissement, et a minima d'infiltrer les 8 premiers millimètres de pluies en 24h.

Il est également rappelé que « pour les terrains situés à l'intérieur du périmètre de risques défini par l'arrêté du 7 août 1985, la gestion des eaux pluviales ne doit pas aggraver le risque de mouvement de terrain. Dans ce périmètre, le rejet au réseau des pluies courantes n'est envisagé qu'en dernier recours après que l'impossibilité ou la dangerosité des autres techniques a été démontrée. Le cas échéant, le rejet des eaux pluviales se fait conformément aux modalités prévues par les conventions de rejet des gestionnaires de réseaux ». (**Arrêté préfectoral DCPAT du 8 juin 2021**)

Dans le cas où les niveaux des constructions seraient à des cotes telles que l'assainissement ne pourrait se faire gravitairement sur le réseau, les installations de relevage ou toutes autres mesures permettant d'assainir ces locaux, incomberaient exclusivement **au BÉNÉFICIAIRE**.

Le réseau public étant susceptible d'être en charge selon les modes de rétention et de régulation choisis, il sera prévu par **le BÉNÉFICIAIRE** un dispositif anti-refoulement aux points de raccordement.

Le dossier VRD fourni par le **BÉNÉFICIAIRE** précise :

- Les débits d'eaux pluviales et d'eaux usées des bâtiments et espaces extérieurs imperméabilisés afin que soit vérifiée leur compatibilité avec les réseaux réalisés par **l'AMENAGEUR**.
- Les notes de calcul démontrant le respect des débits de rejet maximum autorisés par le **PLU** et le **CPEDD** pour les eaux pluviales.
- L'implantation des points de raccordement (fils d'eau) en coordonnées X, Y, Z dans le repère de la ZAC ;
- Les bilans des surfaces imperméabilisées avant et après aménagement permettant de justifier de la réduction de ces surfaces ;
- Les dispositifs de décantation et de filtration adaptés aux surfaces à traiter.

En application de **l'arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 en date du 8 juin 2021**, il est rappelé que les notices d'assainissement des permis de construire sont transmises à **l'AMENAGEUR 2 (DEUX)** mois avant le dépôt de la demande de permis de construire. Ces notices doivent respecter les prescriptions prévues par l'autorisation environnementale. A cet égard, et conformément aux dispositions de **l'arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, le **BENEFICIAIRE** devra transmettre, dans les délais fixés par l'arrêté préfectoral, au service chargé de la police de l'eau (uosa.dile.sppe.driat-if@developpement-durable.gouv.fr) les éléments listés dans l'arrêté préfectoral, en mettant obligatoirement en copie Paris La Défense.

ii. Entretien et suivi des ouvrages de gestion des eaux pluviales

En fonction des ouvrages de gestion des eaux pluviales mis en œuvre, un entretien régulier et adapté devra être assuré par le **BENEFICIAIRE** dans les conditions visées à **l'arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 en date du 8 juin 2021**.

Les modalités et fréquences d'entretien des ouvrages devront être précisées par le bénéficiaire dans un cahier de vie. Conformément à **l'arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**, chaque propriétaire consignera l'ensemble des opérations réalisées et des enregistrements associés dans un cahier de vie des ouvrages tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

c) Pour l'eau potable

Le dossier VRD fourni par le **BÉNÉFICIAIRE** précise :

- Les débits nécessaires à son programme.

- Les points de raccordement en coordonnées X, Y, Z dans le repère de la ZAC.
- L'installation éventuelle de surpresseurs est à la charge du **BÉNÉFICIAIRE**.
- La position des colonnes sèches.

d) Pour l'électricité (et le cas échéant, le gaz)

i. Prescriptions générales

Le dossier VRD fourni par le **BÉNÉFICIAIRE** précise :

- Les puissances nécessaires à son programme.
- Les points de raccordement en coordonnées X, Y, Z dans le repère de la ZAC, les plans et coupes des postes de distribution publique et privé.

Il s'engage à souscrire auprès du fournisseur la puissance demandée.

ii. Conditions propres aux postes de transformation de distribution publique d'électricité.

Au titre des dispositions du décret 70-254 du 20 mars 1970 fixant les conditions dans lesquelles des cessions gratuites de terrains peuvent être exigées des constructeurs et lotisseurs, **le BENEFCIAIRE** doit mettre à la disposition d'Enedis les terrains ou locaux destinés aux postes de transformation de distribution publique d'électricité.

L'implantation et les caractéristiques de ceux-ci doivent être conformes aux spécifications d'Enedis, qu'il appartient à **le BENEFCIAIRE** de se faire préciser directement par les services d'Enedis. Cette occupation donnera lieu à l'établissement d'une « *Convention de mise à disposition* » entre l'acquéreur et Enedis.

Le BENEFCIAIRE s'engage, en outre, à consentir à Enedis, exploitant du service public, tous les droits nécessaires à l'équipement et à l'exploitation de ces postes de transformation. En particulier :

- celui d'établir et d'entretenir, en amont et en aval de ces ouvrages, toutes canalisations de raccordement au réseau,
- de faire accéder à tout moment son personnel et celui de ces entreprises aux canalisations et aux locaux en cause,
- de leur assurer en permanence des dégagements permettant le passage du matériel.

Dans le cas de la mise à disposition d'un local adéquat en immeuble, Enedis versera à l'acquéreur et à toute personne venant au droit de celui-ci, une indemnité globale et unique fixée à l'article A 332-1 du Code de l'urbanisme.

e) Pour les télécommunications

Le dossier VRD fourni par le **BÉNÉFICIAIRE** précise :

- Les besoins prévus pour chaque élément de programme ainsi que le nombre et le diamètre de fourreaux.
- L'implantation des points de raccordement en coordonnées X, Y, Z dans le repère de la ZAC.

f) Pour les espaces verts et espaces libres autres que ceux faisant l'objet de l'article 8

Chaque **BENEFCIAIRE** devra, conformément au CPAUP, réaliser et entretenir ses espaces libres en bon état, de façon permanente et à ses frais, de manière à conserver le site dans un état satisfaisant et à ne pas nuire à la bonne tenue des terrains voisins.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion des eaux pluviales et de l'entretien des ouvrages hydrauliques privés, le constructeur sera soumis au respect strict de l'arrêté portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

g) Biodiversité

Dans l'ensemble de la ZAC des Groues, pour établir une continuité des espaces aménagés avec les trames vertes et bleues à l'échelle de la ville et ainsi favoriser le développement des milieux écologiques, permettre la circulation de la faune et supprimer les obstacles et pièces, le **BÉNÉFICIAIRE** doit faire ses meilleurs efforts pour atteindre les prescriptions en matière de biodiversité telles que fixées par l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**.

18.2 Modification du dossier VRD et autres documents

Toute modification au dossier VRD devra faire l'objet d'une validation expresse de l'**AMENAGEUR**. En outre, le **BÉNÉFICIAIRE** communiquera à l'**AMENAGEUR** tout plan ou document de détail établi pour l'étude et l'exécution des travaux, tel que rapport de sol, plan d'exécution RDC, V.R.D., etc.

18.3 Documents de récolement

Le **BÉNÉFICIAIRE** sera tenu de fournir à l'**AMENAGEUR** et le cas échéant aux futurs gestionnaires visés à l'« **ARTICLE 16** », les plans de récolement suivants, conformes à l'exécution (y compris les altimétries) :

1. Plans de tous les niveaux de l'infrastructure,
2. Plans de tous les rez-de-chaussée,
3. Plan d'un étage courant,
4. Plans des terrasses et toitures,
5. Plans des principaux aménagements de surface,
6. Plans des réseaux enterrés,
7. Plans et coupes des fondations,
8. Plans, coupes, et tout descriptif requis des ouvrages spécifiques définis au C.L.P.T.

Ces documents seront fournis en support informatique sous Autocad 2007 ® ou version inférieure (CD-ROM ou clé USB), et établis selon le système LAMBERT 93 et IGN 69. Ils devront respecter la charte graphique de l'**AMENAGEUR** et des futurs gestionnaires susvisés.

Ces documents sont à fournir par le **BÉNÉFICIAIRE** à l'**AMENAGEUR** au plus tard six (6) mois avant la mise en service des bâtiments, pour que ce dernier puisse réaliser les travaux d'aménagement extérieur.

18.4 Autres documents

Le **BÉNÉFICIAIRE** communiquera à l'**AMENAGEUR** tout plan ou document de détail établi pour l'étude et l'exécution des travaux, tel que rapport de sol, plan d'exécution RDC, V.R.D., etc.

ARTICLE 19 - Sanctions à l'égard du bénéficiaire

L'**AMENAGEUR** pourra, en cas de manquement à l'une des obligations prévues au présent **CCCT**, et, sauf si cette inobservation ou ce manquement avaient pour origine un non-respect, par l'**AMENAGEUR**, de l'un de ses engagements contractuels vis-à-vis du **BÉNÉFICIAIRE** :

- appliquer les pénalités prévues au **Cahier des Chantiers à Faible Nuisance**,
- réclamer des dommages et intérêts pour le préjudice qui lui est ainsi causé en compromettant la bonne réalisation de l'aménagement de ses terrains,
- exiger le remboursement de tous les frais supplémentaires qu'il aura été amené à engager du fait de la défaillance du **BÉNÉFICIAIRE**, étant précisé que la défaillance est matérialisée par courrier AR adressé par l'**AMENAGEUR** au **BÉNÉFICIAIRE**

En cas de non-respect par le **BÉNÉFICIAIRE** des obligations à sa charge, et en particulier des dates de libérations des emprises nécessaires aux travaux de desserte de l'**AMENAGEUR** mentionnées au cahier de phasage prévisionnel, l'**AMENAGEUR** sera dégagé de l'obligation de faire exécuter aux dates prévues les ouvrages nécessaires à la mise en service du bâtiment du **BÉNÉFICIAIRE**. Il sera également dégagé des sanctions pour défaut d'exécution, telles que prévues à l' « *ARTICLE 12* » du présent **CCCT**.

En cas de mauvaise implantation du bâtiment ou des ouvrages du **BÉNÉFICIAIRE**, il incombera à ce dernier de trouver, à ses frais et charges, les solutions techniques adéquates, au sein de l'unité foncière, notamment pour assurer l'accessibilité de son bâtiment et la gestion des eaux pluviales.

En cas de manquement à ses obligations résultant du présent Cahier des Charges, le **BÉNÉFICIAIRE**, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse dans le délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, se verra appliquer des pénalités à hauteur de **200 €** par jour calendaire de retard.

4. TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20 - Référé préventif

Le **BÉNÉFICIAIRE** devra initier un référé préventif, avant tout commencement de travaux. Dans le cadre de ce référé, le **BÉNÉFICIAIRE** et l'**AMENAGEUR** s'obligeront à participer à tout rendez-vous d'expertise organisé par l'Expert judiciaire, à y convoquer leurs propres cocontractants, et, si le besoin s'en fait sentir, à les appeler à la procédure.

Article 21 – Modification du cahier des charges

L'**AMENAGEUR** se réserve la faculté d'apporter au présent **CCCT** les modifications ou ajustements de détail nécessaires à la réalisation du programme général de l'aménagement de la ZAC dans les conditions suivantes :

- Si les modifications ou ajustements ne portent pas atteinte aux droits résultants de la promesse de vente ou de l'acte de vente ou de leurs annexes déjà acquis par l'**ACQUEREUR**, elles seront transmises à l'**ACQUEREUR** pour information et intégrées dans le **Cahier des Charges**.
- Si, en revanche, les modifications ou ajustements sont de nature à porter atteinte à l'un des droits résultant de la promesse de vente ou de l'acte de vente ou des leurs annexes, ces dernières devront être préalablement soumises pour accord à l'**ACQUEREUR**.

En cas d'accord de l'**ACQUEREUR**, ces modifications ou ajustements feront l'objet d'un avenant au présent **CCCT** et, le cas échéant, à l'acte authentique de vente.

Les frais engendrés par ces modifications sont à la charge de l'**AMENAGEUR**.

Article 22 – Règlement des différends

Tout désaccord sera réglé par voie amiable, dans un premier temps, puis par voie judiciaire, si nécessaire.

Si un différend survient entre le **BÉNÉFICIAIRE** et l'**AMENAGEUR**, la partie la plus diligente expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie. Dans tous les cas, et nonobstant l'existence de ce différend, les parties doivent exécuter fidèlement les dispositions relevant de la présente convention.

La partie qui a reçu le mémoire mentionné à l'alinéa ci-dessus notifie à l'autre partie sa proposition pour le règlement du différend dans un délai **(1) MOIS** à compter de la date de réception du mémoire. L'absence de proposition dans ce délai équivaut à un rejet implicite de la demande.

Dans le cas où la partie qui a pris l'initiative d'exposer un différend ne s'estime pas satisfaite de la position de l'autre partie, elle doit, dans le **MOIS** de la proposition de l'autre partie ou de sa décision explicite ou implicite de rejet, saisir du différend une mission de règlement amiable composée de deux représentants de chacune des parties, le cas échéant, assistés par un conseil extérieur.

Si le désaccord ne peut ainsi être réglé, un conciliateur sera nommé par le Président du Tribunal Administratif compétent à la requête de la partie la plus diligente. Le conciliateur rendra son avis dans les délais fixés par le Président du Tribunal.

En cas d'échec de la conciliation, le différend serait alors soumis au Tribunal compétent à la requête de la partie la plus diligente.

Article 23 – Assurances – DECLARATION DES INCIDENTS

23.1 Assurances

Le **BÉNÉFICIAIRE** devra faire assurer sa responsabilité civile de propriétaire, de constructeur et le cas échéant d'exploitant. A ce titre, il remettra à l'**AMENAGEUR**, sur sa demande, une attestation d'assurance originale de moins de **DEUX (2) mois** précisant :

- les types de plafonds de garanties accordés par sa compagnie,
- que le **BÉNÉFICIAIRE** est à jour de ses cotisations ou primes d'assurances.

Le **BÉNÉFICIAIRE** devra, en cas de mutation, imposer à ses acquéreurs et ayants droit successifs, l'obligation de s'assurer dans les mêmes conditions.

Enfin, il s'oblige par ailleurs à demander aux entreprises qui interviendront sur le chantier, ses abords, ainsi que les terrains qui seront mis à sa disposition, les attestations d'assurance de responsabilité civile et, le cas échéant, de dommage ouvrage.

23.2 Déclaration des incidents ou accidents en matière d'environnement

Les accidents ou incidents affectant le **PROJET IMMOBILIER** et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation, la conservation des eaux ou de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, doivent être portés à la connaissance de l'**AMENAGEUR** ainsi que du Préfet, conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement et à l'**arrêté préfectoral DCPAT n°2021-80 du 8 juin 2021**.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le **BENEFICIAIRE** devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le **BENEFICIAIRE** demeurera responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement lié au **PROJET IMMOBILIER**.

Fait le 29 décembre 2022

Directeur de l'unité
départementale
des Hauts-de-Seine,

Signé

Alain TUFFERY

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Laurent HOTTIAUX

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>